

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER

CHAPITRE V

La surveillance prudentielle des autres professionnels du secteur financier

1. L'évolution du secteur des PSF en 1998
2. Les PSF soumis à la surveillance de la Commission
3. Les PSF qui ne sont pas soumis à la surveillance de la Commission
4. La liberté d'établissement et la libre prestation de services au niveau des PSF



*Service Surveillance des Activités d'Investissement; Chef de service
Danièle Berna-Ost*

La surveillance prudentielle des autres professionnels du secteur financier

■ V.1. L'évolution du secteur des PSF en 1998

A relever que les PSF non soumis à la surveillance permanente de la Commission ne seront pas repris au niveau des tableaux ci-dessous.

➔ 1. Evolution du nombre des autres professionnels du secteur financier

Catégories ¹	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Entreprises d'investissement:						
Commissionnaires						4
(Courtiers et commissionnaires)	16	15	14	14	14	/
Gérants de fortunes	27	31	33	36	34	37
Professionnels intervenant pour leur propre compte	15	17	18	18	20	15
Distributeurs de parts d'OPC	11	14	19	20	18	22
Preneurs fermes						1
(Preneurs fermes et teneurs de marché)	3	3	3	3	3	/
PSF autres que les entreprises d'investissement:						
Conseillers en opérations financières	6	7	6	6	7	9
Courtiers						10
Teneurs de marché						1
Dépositaires professionnels de titres	3	3	3	3	3	1
Total ²	66	74	78	82	80	83

¹ un même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

² en raison du fait qu'une même société peut être active dans plusieurs secteurs d'activités, le total ne représente pas la somme arithmétique des rubriques des différentes catégories de PSF

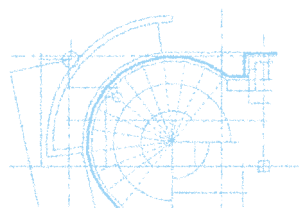
➔ 2. Ventilation des autres professionnels du secteur financier par origine géographique

Pays	1994	1995	1996	1997	1998
Belgique	26	26	29	27	25
France	11	9	11	10	10
Royaume-Uni	7	8	9	10	9
Suisse	8	6	5	6	4
Luxembourg	7	8	8	11	12
Allemagne	4	8	6	6	6
Etats-Unis	4	5	6	3	4
Autres	7	8	8	7	13
Total	74	78	82	80	83

➔ 3. Evolution de la somme des bilans et résultats nets des autres professionnels du secteur financier

Au 31 décembre 1998, la somme des bilans des PSF établis au Luxembourg s'élève à 25.683,9 millions de LUF contre 22.887,0 millions de LUF fin de l'année précédente, soit une augmentation de l'ordre de 12%. Les résultats nets des PSF ont également enregistré une augmentation au niveau de toutes les catégories et se chiffrent au 31 décembre 1998 à 4.208,7 millions de LUF, soit le triple de l'année 1997.

L'analyse du tableau montre que la somme des bilans et les résultats nets de l'ensemble des PSF sont exposés à des fluctuations sensibles. La raison principale réside dans le fait qu'il existe une



La surveillance prudentielle des autres professionnels du secteur financier

très forte concentration de la somme des bilans et des résultats nets sur quelques PSF seulement. Relevons, à titre d'exemple, qu'au 31 décembre 1998, huit sociétés seulement ont une somme

de bilan dépassant le demi milliard de LUF et concentrent à elles seules plus que 63% de la somme des bilans de tous les PSF. On peut ajouter que le nombre de PSF dont la somme de bilan

Catégorie ¹	Somme des bilans en mio de LUF				Résultats nets en mio de LUF			
	1995	1996	1997	1998 estimation	1995	1996	1997	1998 estimation
Entreprises d'investissement								
Commissionnaires	/	/	/	133,3	/	/		38,3
(Courtiers et commissionnaires)	1.910,9	2.108,6	2.843,6	/	81,8	192,5	389,9	/
Gérants de fortunes	5.744,8	5.109,4	6.682,7	5.493,4	- 34,3	335,7	601,2	706,0
Professionnels intervenant pour leur propre compte	6.119,1	4.375,9	5.415,8	3.418,5	187,0	259,7	543,6	416,4
Distributeurs de parts d'OPC	7.449,6	6.383,9	8.095,4	6.654,5	-74,6	175,1	756,1	1.075,6
Preneurs fermes	/	/	/	300,5	/	/	/	7,1
(Preneurs fermes et teneurs de marché)	3.261,5	2.460,2	2.590,4	/	56,6	54,7	115,2	/
PSF autres que les entreprises d'investissement								
Conseillers en opérations financières	1.851,7	2.078,2	6.906,9	8.672,6	7,4	40,8	52,3	1.981,2
Courtiers	/	/	/	2.848,1	/	/	/	615,0
Teneurs de marché	/	/	/	300,5	/	/	/	7,1
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	4.770,3	4.185,1	9.133,5	8.589,3	56,4	8,0	160,9	1.976, 2
Total ²	16.221,2	14.703,0	22.887,0	25.683,9	227,3	823,4	1.456,5	4.208,7

dépasse un milliard de LUF s'élève à 5 unités.

¹ un même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

² en raison du fait qu'une même société peut être active dans plusieurs secteurs d'activités, le total ne représente pas la somme arithmétique des rubriques des différentes catégories de PSF

Les gérants de fortunes

Alors que la somme de bilan des gérants de fortunes a diminué, les bénéficiaires ont cependant enregistré une croissance sensible. Cette croissance se dessine auprès de la presque totalité des sociétés de gestion de portefeuille qui ne se trouvent plus dans la phase de démarrage de leurs activités. En effet, la phase de démarrage entraîne des frais administratifs et d'installation non négligeables qui ont une influence négative sur les résultats des établissements.

Les professionnels intervenant pour leur propre compte

La diminution de la somme de bilan et des résultats nets des professionnels intervenant pour leur propre compte s'explique en majeure partie par la diminution de leur nombre.

A l'exception d'une société, tous les autres établissements ont pu réaliser un bénéfice en 1998.

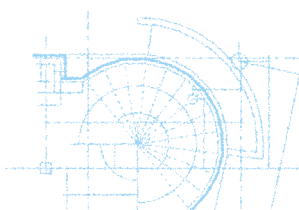
Les conseillers en opérations financières

La société Cedel International fait partie de cette catégorie de PSF et représente à elle seule 99% de la somme des bilans et la quasi-exclusivité des résultats nets.

■ soumis à la surveillance de la Commission

V.2. Les PSF

Au cours de l'année 1998, le nombre de PSF soumis à la surveil-



La surveillance prudentielle des autres professionnels du secteur financier

lance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier est passé de 80 à 83 unités.

16 sociétés nouvelles ont été agréées en 1998, alors que 11 implantations ont abandonné leur statut de PSF. 2 autres implantations se sont transformées en succursales européennes, et ne se trouvent en tant que telles plus incluses au niveau des statistiques relatives aux PSF. En effet, ces statistiques ne reprennent que les PSF soumis au contrôle prudentiel de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, à savoir:

- les PSF de droit luxembourgeois,
- les succursales d'entreprises d'investissement originaires de pays tiers à l'UE,
- les succursales de PSF autres que les entreprises d'investissement originaires de l'UE ou de pays tiers à l'UE.

Les succursales établies au Luxembourg par des entreprises d'investissement originaires d'un autre Etat membre de l'UE tombent en effet sous le contrôle de leur Etat d'origine.

➔ 1. PSF de droit luxembourgeois agréés en 1998

Entreprises d'investissement

- 6 gérants de fortunes:
 - Insinger Asset Management S.A.
 - Dewaay Luxembourg S.A.
 - Fundamentum Asset Management S.A.
 - Fund Market S.A.
 - Kredietrust S.A.
 - Van Doorn International S.A. (ancienne succursale européenne transformée en société de droit luxembourgeois)
- 1 société agréée à la fois comme gérant de fortunes et distributeur de parts d'OPC:
 - Hagströmer & Qviberg
- 3 distributeurs de parts d'OPC admis à faire et à recevoir des paiements:
 - Templeton Global Strategic Services
 - Fastnet S.A.
 - Fimagen S.A.
- 1 distributeur de parts d'OPC non admis à recevoir ni à faire des paiements:
 - Ermitage Luxembourg S.A.
- 1 professionnel intervenant pour son propre compte:
 - Kaupthing Luxembourg S.A.

PSF autres que les entreprises d'investissement

- 2 conseillers en opérations financières:

- Linde Partners S.A.
- Investor Luxembourg S.A.

- 2 courtiers:

- Tradition Eurobond
- Warmoes Hirtz S.A.

➔ 2. Les 11 implantations qui ont abandonné leur statut de PSF

- 3 sociétés ont changé de secteur d'activités:

- C.I.M. Société de Bourse a abandonné son statut de PSF et changé sa dénomination en C.I. S.A.;
- Nicol Europe S.A. a abandonné son statut de PSF pour devenir une SOPARFI, et a changé sa dénomination en Fiduciaire Eyschen;
- Euro Fonds Services a abandonné son statut de PSF et se livre actuellement à la prestation de services administratifs au groupe Union.

- 1 société a fait l'objet d'une scission:

- Kredietrust S.A. a fait l'objet d'une scission qui a donné lieu à la création de deux nouvelles sociétés: la société Services Généraux de Gestion S.A., qui a repris les activités de domiciliation de sociétés, et la société Kredietrust Luxembourg S.A., qui a repris les activités du secteur financier exercées par Kredietrust S.A.

- 1 société a restructuré ses activités:

- Dewaay Luxembourg S.A. a changé sa dénomination en Dewaay Luxembourg International et a fait apport à une nouvelle société Dewaay Luxembourg S.A. de tous les actifs composant l'activité de gestion de fortunes.

- 1 PSF s'est transformé en banque:

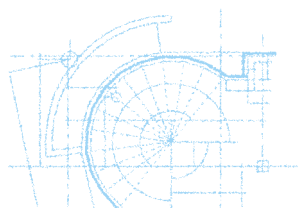
- Delen & de Schaetzen, actuellement devenu Banque Delen.

- 2 PSF ont fusionné avec des sociétés relevant du secteur financier:

- Nedee Luxembourg S.A. a fusionné avec la KBC Bank Luxembourg S.A.;
- Trade and Finance Company S.A., en abrégé Tradefi, a été absorbée par la société de gestion de fortunes Hottinguer Gestion S.A.

- 3 sociétés ont procédé à leur liquidation:

- J. Van Breda Asset Management
- Winterthur Financial Services S.A.
- BEC Asset Management S.A.



La surveillance prudentielle des autres professionnels du secteur financier

➔ 3. Succursales établies au Luxembourg par des entreprises d'investissement agréées dans un autre Etat membre de l'UE

En 1998, le nombre des succursales établies au Luxembourg par des entreprises d'investissement originaires d'un autre Etat membre de l'UE est passé de 1 à 4:

- 2 PSF de droit luxembourgeois qui se sont transformés en succursales européennes:
 - Cantor Fitzgerald International, Londres (Royaume-Uni)
 - Threadneedle Portfolio Services Ltd (Royaume-Uni)
- 1 nouvelle succursale européenne qui a été établie au Luxembourg:
 - Morgan Stanley Asset Management Ltd (Royaume-Uni)

➔ 4. Au cours de l'année 1998, différentes sociétés PSF ont changé de catégorie

- Le Comptoir Européen de Change et de Gestion a abandonné son statut de professionnel intervenant pour son propre compte pour adopter celui de gérant de fortunes, de distributeur de parts d'OPC et de bureau de change espèces;
- Louvre Gestion International a ajouté à son statut de professionnel intervenant pour son propre compte celui de distributeur de parts d'OPC sans accepter ni faire des paiements;
- Harlow Meyer a ajouté à son statut de courtier, celui de commissionnaire;
- Degroof Portabella a ajouté à son statut de gérant de fortunes celui de distributeur de parts d'OPC sans accepter ni faire des paiements;
- Corluy a ajouté à son statut de professionnel intervenant pour son propre compte celui de distributeur de parts d'OPC admis à faire et à recevoir des paiements.

➔ 5. Evolution au cours des premiers mois de l'année 1999

- 3 sociétés de droit luxembourgeois ont été autorisées comme PSF:
 - Mees Pierson S.A., ancienne banque transformée en entreprise d'investissement, et
 - Carmignac Gestion Luxembourg S.A.

Elles ont toutes les deux été agréées comme gérants de fortunes et distributeurs de parts d'OPC, le premier pouvant faire ou accepter des paiements, le deuxième ne le pouvant pas.

- Dexia Asset Management S.A., dont le capital est partagé entre la Banque Internationale à Luxembourg (51%) et le Crédit Communal de Belgique (49%), a été agréée en tant que gérant de fortunes.

- 1 société a abandonné son statut de courtier et a procédé à sa liquidation:

– Roussin (Luxembourg) S.A.

- 1 société a changé de catégorie:

– La société Capital at Work International est passée du statut de gérant de fortunes au statut de professionnel intervenant pour son propre compte.

■ V.3. Les PSF qui ne sont pas soumis à la surveillance de la Commission

Cette notion recouvre:

- les PSF autorisés sur base des dispositions générales prévues au chapitre 2 Partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Sont visées notamment les activités de crédit, les activités de crédit-bail avec option d'achat, les activités d'affacturage et les activités de «bond lending»;
- les PSF exerçant une activité de recouvrement de créances de tiers;
- les PSF effectuant des opérations de change-espèces.

➔ 1. Les PSF qui sont autorisés sur base des dispositions générales

En 1998 un nouveau PSF «dispositions générales» a été agréé:

- Office Central du Prêt Hypothécaire. Filiale de la société belge Comptoir d'Escompte Européen, l'Office Central du Prêt Hypothécaire dispose d'une autorisation du Ministre des Finances pour accorder des crédits hypothécaires.

Un autre PSF «dispositions générales» a été agréé en février 1999:

- Paragon Mortgages S.A. Filiale de la société anglaise The Paragon Group of Companies Plc, cette société est autorisée par le Ministre des Finances à exercer une activité de crédit.

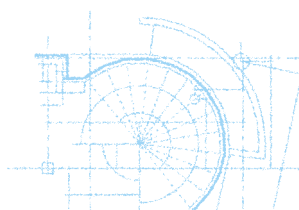
➔ 2. Les PSF exerçant une activité de recouvrement de créances de tiers

En 1998, une nouvelle société de recouvrement de créances de tiers a été agréée:

- Auxiliaire Générale d'Entreprises S.A.R.L., filiale de la Fiduciaire des PME et de la Mutualité d'Aide aux Artisans.

➔ 3. Personnes habilitées à effectuer une activité de change-espèces

Le nombre de ces PSF a diminué de 4 à 1 ce qui s'explique par l'avènement de l'euro.



La surveillance prudentielle des autres professionnels du secteur financier



Service Surveillance des Activités d'Investissement
debout de g. à dr.: Sylvie Mamer, Martine Simon, Mylène Hengen, Dany Kamphaus
assis de g. à dr.: Denise Losch, Emilie Lauterbour, Anne Marson, Benoît Juncker

V.4. Liberté d'établissement et libre prestation de services au niveau des PSF

• Liberté d'établissement

Jusqu'à présent, il y a une entreprise d'investissement de droit luxembourgeois, qui, sur base du principe de la liberté d'établissement, a établi une succursale dans un autre pays de l'UE. Il s'agit de la société Fleming Fund Management S.A. qui a établi une succursale en Suède.

• Libre prestation de services

Trois entreprises d'investissement de droit luxembourgeois ont demandé en 1998 l'autorisation de pouvoir effectuer une libre

prestation de services dans un ou plusieurs pays de l'UE.

En revanche, l'autorité de surveillance du secteur financier luxembourgeois a été saisie par 72 demandes de libre prestation de services d'entreprises d'investissement situées dans d'autres pays de l'UE. Les notifications en relation avec cette activité ont émané principalement des autorités britanniques suivies des autorités belge et française.

A noter que la gestion par un gérant de fortunes luxembourgeois de fonds déposés auprès d'une banque dépositaire dans un autre pays de l'UE n'est pas considérée par la Commission comme une libre prestation de services dans cet autre Etat membre de l'UE.

